



VOIX

N 00 05/10/2014

CITOYENNES

PRENEZ LA PAROLE !



L'association LMRC fait partie du collectif sarthois contre la signature du traité.

Nous vous invitons donc à une CONFÉRENCE-DÉBAT avec Frederic Viale

(conseil scientifique d'Attac)

LE MARDI 14 OCTOBRE A 20H À

ALLONNES

salle Lucie Aubrac rue du moulin de Chaoué



Nous voulons faire de cette lettre un outil d'informations et d'échanges avec les citoyen-nes. Nous nous situons dans la dynamique de la liste « Le Mans Renouveau Citoyen ». En mars, au premier tour des municipales, cette liste a réuni 4260 voix, soit plus de 9 %. La majorité sortante a perdu plus de 13.000 voix. Cela a été une nette sanction pour le Parti Socialiste et ses alliés. C'est un rejet de la politique gouvernementale et de la gestion du Maire sortant.

Pour autant, malgré un Front National et une droite menaçante, le maire et de ses alliés n'ont pas accepté la représentation juste et autonome de la liste « Renouveau Citoyen » au sein du Conseil Municipal.

Face à ce déni de démocratie nous nous sommes engagés à poursuivre la dynamique de notre campagne pour faire barrage à la droite, l'extrême droite et aux politiques libérales mises en oeuvre dans tout le pays. Face à la pauvreté et à la précarité qui se développent et dans la perspective initiée par le Front de Gauche, nous voulons construire une alternative démocratique, écologique et sociale sur la ville et la communauté urbaine, pour le pays, pour une autre Europe.

Nous voulons redonner la parole au peuple, nous voulons lutter au quotidien pour le logement, les transports, l'emploi, une urbanisation respectueuse des habitant-e-s et de la nature, la culture, le

sport pour tous et partout, grâce à des services publics efficaces, accessibles, démocratisés.

C'est pourquoi nous avons créé l'association « Le Mans renouveau Citoyen » ouverte à tou-te-s.

Alors si vous voulez intervenir et peser sur les décisions des conseils municipaux et communautaires, mettre en place une véritable démocratie et répondre aux besoins urgents de la population,

Venez avec nous !

Tous les deux mois nous publierons cette lettre pour informer, pour vous donner la parole, pour intervenir ensemble autour des questions de politique municipale et communautaire, ceci en lien avec les questions nationales et européennes.

Malgré le chômage et la précarité le gouvernement poursuit, de plus en plus seul, sa politique de cadeaux au patronat. Les réductions des dotations de l'état vont assécher les politiques publiques des municipalités .

Tout cela produit de la colère, le rejet de la politique politicienne, des cumuls et des affaires.

Nous pouvons réagir et ensemble briser cette spirale infernale.

Rejoignez-nous.

SÉNAT :

RETRAITE DORÉE

Les élections sénatoriales traduisent un nouveau recul pour le PS et un rejet de la politique gouvernementale. En Sarthe l'élection d'un cumulard et retraité, est à l'image de cette institution totalement obsolète,

loin des préoccupations de la population. Mais on ne peut-être qu'inquiet de voir le FN, avec 2 élus, se nourrir d'une politique qui chaque jour s'inscrit un peu plus dans les pas de ses prédécesseurs.

LES FINANCES DE LA VILLE ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS MENACÉES PAR LES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ DU GOUVERNEMENT

Les 20 milliards du Crédit Impôt Compétitivité puis les 50 milliards du pacte dit de responsabilité, sont autant de preuves de soumission du gouvernement aux entreprises et aux possédants. Cette politique devait amener la création d'emplois. + 300 000 emplois prévus initialement par le CICE mais au final les seuls résultats de ces «baisses des

charges» et de ces cadeaux fiscaux (la même suivie depuis 20 ans) c'est une explosion du chômage et une augmentation des dividendes versés aux actionnaires. Jamais les inégalités n'ont été aussi importantes, jamais la fiscalité des entreprises n'a été aussi faible.

crédits supprimés pour la sécu et la protection sociale, 18 milliards dans les services de l'Etat et une diminution de 11 milliards des dotations aux collectivités.

La facture ce sont les salariés, les retraités, les familles, qui la paient avec 21 milliards de

Rompre avec les marchés financiers pour mener une politique au service des populations

Exigeons la transparence quant à l'état des finances publiques,

Les gouvernement comme la commission européenne prennent prétexte de la dette publique pour exiger et imposer des politiques d'austérité.

D'où vient le déficit ?

Pas d'une augmentation dépenses publiques qui ont baissé, en 30 ans, de plus de 2 % dans le PIB !

Mais d'une chute des recettes qui ont baissé de 5% sur la même période !

59% de la dette provient de cadeaux fiscaux en faveur du patronat et des couches aisées de la population et de taux d'intérêts excessifs pratiqués par les banques envers l'Etat. C'est le constat dressé dans le dernier rapport d'une équipe d'économistes du collectif pour un audit citoyen de la dette publique

Et ce sont ceux qui ont bénéficié de ces cadeaux et qui se sont enrichis sur le dos des finances publiques qui aujourd'hui exigent toujours plus d'austérité pour la population, la sécurité sociale et les collectivités locales.

La dette illégitime ne doit pas être payée !

Exigeons la transparence et la levée du secret sur tous les détenteurs de la dette. Il faut « rompre avec la finance ».

Conséquences des baisses des dotations sur les Dotations Globales de Fonctionnement versées aux Collectivités locales (étude de l'association des Maires de France)

	Montant prélevé (Milliards d€)	DGF versée aux collectivités (Md€) Milliards d'euros	Manque à gagner / 2013
2013	-	41,5	
2014	- 1,5	40	1,5
2015	- 3,7	36,3	+ 5,2
2016	- 3,7	32,6	+ 8,9
2017	- 3,6	29	+12,5
Total, par rapport à 2013 :	- 12,5Md€	- 30%	= 28,1Md€ de perte cumulée

Projection pour la ville du Mans	Montant prélevé (millions €)	DGF versée à la ville (M€) Millions d'euros	Manque à gagner / 2013
2013	-	38,564	
2014	- 1,320	37,244	- 1,32
2015	- 3,26	33,98	- 4,58
2016	- 3,26	30,72	- 7, 84
2017	- 3,25	27,47	- 11,09
total, par rapport à 2013 :	- 11,29	- 30%	= 24,83 millions de perte cumulée
Et il faut estimer une diminution à peu près comparable pour Le Mans Métropole.			

LA CIRCULAIRE INTERNE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES DE LA VILLE DATÉE DU 30 AVRIL 2014 SOIT 1 MOIS APRÈS LE 2ÈME TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES !

Objet : note de cadrage sur la démarche de recherches d'économies et d'optimisation du fonctionnement des services et activités

Dans le cadre du nouveau mandat, Monsieur le Maire-Président a sollicité la Direction Générale pour soumettre à son arbitrage des propositions d'économies, tous secteurs confondus et sans se limiter. Ces arbitrages doivent pouvoir avoir un premier impact concret sur les budgets 2014 et 2015, et ainsi être intégrés à la DM2 et à la note de cadrage pour le BP 2015, soit courant juin 2014.

Afin de disposer d'un recueil de propositions d'économies ou d'amélioration du fonctionnement des services facilement utilisable par la Direction Générale et les élus comme outil d'aide à la décision, le cadrage de la démarche, ci-dessous exposé, a été arrêté.

I. Un recueil large de pistes d'économies reposant sur la responsabilité des Directeurs généraux adjoints.

Chaque Directeur est missionné pour dresser un inventaire d'actions réalisables permettant de générer des économies dans son secteur d'intervention, dès les exercices 2014 et 2015.

Ces actions peuvent concerner à la fois **les dépenses de fonctionnement et d'investissement**, et s'orienter autour de 4 axes :

- proposer des **réorientations de certaines politiques**, par des réductions d'ampleur, externalisations voire suppressions de certains dispositifs municipaux ou communautaires.
- envisager une **optimisation du fonctionnement interne** des services (autre organisation, externalisation, réduction des moyens internes de fonctionnement, ...)
- renforcer les **politiques de recettes**, venant réduire le coût net de certaines actions
- interroger les **procédures internes**, permettant de mieux suivre la gestion des missions, et d'analyser les divers postes de dépenses, notamment en termes de contrôle externe ou de coûts indirects (contrôle des satellites, suivi des organismes subventionnés et des manifestations, procédure de recrutement, coût de fonctionnement des services ...).

Pendant toute la campagne, JC Boulard et ses alliés n'ont cessé de refuser tout lien entre politique nationale et politique municipale.

Mais cette posture ne visait qu'à tromper l'électeur. A peine réinstallée, dans son fauteuil, le maire appelle les services à proposer « sans se limiter » (!) des économies.

Du « Préserver l'existant » de la campagne électorale on passe sans tabou à la suppression ou l'externalisation de services, à la réduction des moyens de fonctionnement ou de l'emploi...

« *La seule manière de faire des économies c'est de se taire. Quand vous les annoncez, vous avez immédiatement des protestations* » déclaration de JC Boulard Ouest France du 6 septembre.

La transparence devrait être un des piliers du fonctionnement d'une démocratie.

Nos gouvernants ont décidément de gros problèmes avec la démocratie. JC Boulard aussi ! N'est ce pas lui qui proclamait qu'il serait maire à plein temps et son parti qui disait refuser le cumul des mandats.

L'austérité menace les services et l'emploi public

De l'entretien des bâtiments à la diminution du nombre de personnels, des diminutions de subventions aux associations ou au CCAS, une baisse aussi importante des dotations ne peut qu'impacter fortement les services à la population.

L'austérité aggrave la récession et le chômage

La capacité de financement sur ressources propres de la ville est de l'ordre de 15 à 17 millions d'euros. Elle représente une

Après le résultat du 1er tour des élections municipales qui avaient vu la liste Le Mans Renouveau Citoyen dépasser les 9%, le maire du Mans et ses alliés avaient refusé qu'une alternative de gauche puisse s'exprimer en toute liberté au sein du conseil municipal. Nous voulions alors garder la liberté de nous opposer à toutes les décisions prises sous contrainte de l'austérité.

Nous écrivions alors « *Ce choix politique prend tout son sens quand on sait que le gouvernement va annoncer de nouvelles régressions contre les collectivités locales et contre les droits sociaux.* » Avec « *le choix de Manuel Valls, représentant de la droite la plus droitière et libérale du parti socialiste comme premier Ministre et la confirmation de la mise en place d'un « pacte de responsabilité »* »

C'est une cure d'austérité renforcée et catastrophique pour l'emploi que ce pouvoir veut imposer aux communes, aux salarié-e-s., et retraités, aux familles

Aujourd'hui, le maire et ses alliés préparent, en toute discrétion, une cure d'austérité pour la ville. **Il y a urgence à construire pour cette ville comme au plan national une alternative à gauche, écologique et solidaire**

Rejoignez l'association Le Mans Renouveau Citoyen ouverte à toutes et tous....

couverture de 70 à 75 % des investissements.

La diminution de la dotation représentera, à la fin du mandat de F. Hollande, en perte cumulée par rapport à 2013 près d'une année et demi d'autofinancement !

« les collectivités locales assument plus de 70% de l'investissement public et fournissent 50% de l'activité du BTP », la politique gouvernementale représentée par un ministre, deux députés et maintenant un sénateur ne peut que provoquer une aggravation de la crise économique et une augmentation du chômage.

Une contrainte spécifique à la ville du Mans

A cette austérité renforcée vient s'ajouter le coût du fiasco du MMarena : 1 millions d'€ par an pour les deux années à venir. Mais le Maire et ses alliés avaient oublié de le préciser pendant la campagne électorale

EN MARS 2014, NOUS AVONS OUVERT CES DOSSIERS...

DANS LES MOIS ET LES ANNÉES À VENIR, CONTINUONS À NOUS RASSEMBLER ET À MILITER POUR :

Une véritable démocratie à l'échelle de la ville, en développant une information complète et sincère, et en donnant aux conseils de quartiers un réel pouvoir de décision.

Aller vers la gratuité des transports publics.

Mettre en place la gratuité des premiers mètres cubes d'eau indispensables à la vie, financés par une tarification progressive.

Réduire les prix de l'eau et du chauffage des logements sociaux, par l'abandon dès 2015 des DSP (Délégation de Service Public) concédées au privé pour l'assainissement de l'eau et les réseaux de chaleur.

Dénoncer le contrat de concession avec Vinci pour le stade MMArena.

Elargir les possibilités de logement

en résidence sociale, **refuser les expulsions locatives**

Créer un centre de santé municipal pour pallier la désertification médicale.

Dire stop à l'étalement urbain, pour préserver les terres agricoles péri-urbaines et les commerces de proximité en ville

Réaménager l'espace urbain pour développer **l'usage du vélo en ville**, et pour **améliorer l'accessibilité du réseau aux personnes en situation de handicap**

Réduire l'affichage publicitaire et interdire la publicité sur écrans vidéo

Avec les intermittents du spectacle et tous les acteurs de la culture, **soutenir la création et l'accès à la culture pour tous.**



CONTACT

COURIEL :
FRONTDEGAUCHE.LEMANS@GMAIL.COM

TEL : 06 10 83 39 75

ADRESSE :
63 RUE DE LA MARIETTE
72 000 LE MANS

 LE MANS RENOUVEAU CITOYEN



ADRESSE D'EXPÉDITION

Association LMRC
63 rue de la Mariette
72 000 Le Mans

BULLETIN D'ADHÉSION À L'ASSOCIATION LE MANS RENOUVEAU CITOYEN

cotisation 2014 : 6 € (situations précaires : 3 €) - cotisation 2015 : 12 € (précaires : 5€)

NOM:

PRÉNOM:

ADRESSE:

E-MAIL:

JE FAIS UN DON

MONTANT

NOM:

PRÉNOM:

ADRESSE:

E-MAIL: